

## 1-Situation Géographique :

Le **Togo** est un pays d'Afrique de l'Ouest. Il est l'un des plus petits États africains, s'étirant sur environ 700 kilomètres du nord au sud avec une largeur n'excédant pas 100 kilomètres, limité au nord par le [Burkina Faso](#), au sud par le golfe de Guinée, à l'est par le [Bénin](#) et à l'ouest par le [Ghana](#).



## 2-Le Pays en Bref :

- Nom complet : République togolaise
- Nom propre : Togo
- Continent : Afrique
- Sous-continent : Afrique Sub-saharienne
- Population : 7 352 781 habitants (2018)
- Superficie : 56 600 km<sup>2</sup>
- Principales villes : Kinshasa ; Lubumbashi; Mbuji-Mayi; Kisangani; Kolwezi
- Langues officielles : Français
- Monnaie : Franc CFA (XOF)
- Nature de l'État : République
- Chef de l'État : Président Faure Gnassingbé

-Codes ISO : TG, TGO

-Religions : Catholiques (50%), Protestants (20%), Kimbanguistes (10%), Musulmans (10%), autres religions traditionnelles (10%).

-Membre à l'OMC : Membre de l'OMC depuis le 27 mars 1997

### 3- Indicateurs Economiques et Démographiques :

#### \* Indicateurs Economiques :

En 2018, l'économie togolaise a connu une forte croissance (4,7%), tirée notamment par les bonnes performances du secteur portuaire, malgré la crise politique récente et la baisse des investissements publics. La croissance devrait être soutenue par les secteurs de l'agriculture, de l'énergie et de la finance, notamment par le biais de divers investissements prévus dans le plan de développement national (PND). Selon les prévisions du FMI, elle devrait atteindre 5% en 2019 et 5,3% en 2020.

Alors que le Togo était soumis à des chocs négatifs, notamment le ralentissement économique nigérian et la baisse des prix de ses produits de base pour ses principales exportations, telles que le phosphate et le clinker, le gouvernement a poursuivi un ambitieux programme d'investissements publics contribuant à soutenir la demande globale. Le Togo continue de dépendre fortement de l'aide étrangère. En 2018, le solde budgétaire du Togo a affiché un déficit de 3,9%. En 2019, le pays a adopté un budget de 2,5 milliards USD, en hausse de 11,5% par rapport à l'année précédente. L'augmentation du budget est conforme à l'engagement pris par le gouvernement de progresser dans l'assainissement budgétaire tout en accélérant la croissance, afin de répondre de manière adéquate à la demande sociale. Environ 45% du budget sera consacré aux secteurs sociaux dans le cadre du Plan de croissance nationale, du Programme d'urgence et de développement communautaire (PUDC) et du Programme d'appui aux populations vulnérables (PAPV). Le niveau de la dette togolaise reste élevé (75% en 2018), mais les efforts fournis par le gouvernement pour réduire le fardeau de la dette, notamment par un meilleur recouvrement des recettes intérieures, devraient permettre de réduire la dette à 70,5% en 2019 et à 64,7% en 2020. Le déficit du compte courant devrait également se réduire progressivement, passant de 9,2% en 2018 à 8% en 2019 et 7% en 2020. L'inflation reste faible, mais le taux devrait augmenter à 1,2% en 2019 et à 2% en 2020, après avoir atteint 0,4% en 2018, un niveau bien en dessous du seuil de l'UEMOA. Le Togo dispose d'un potentiel important en matière d'agriculture, qui représente 28% du PIB du pays et emploie 62,5% de la population active (ILOSTAT), mais le secteur reste sous-

exploité. Le pays possède également des gisements de clinker, qui alimentent une industrie du ciment dynamique. Le port de Lomé est un atout majeur: il s'agit de l'un des plus grands ports de la région et le transport de marchandises vers les pays voisins a conduit à la création d'une industrie de services. Le secteur industriel, longtemps resté sous-développé, est en cours de privatisation. À l'avenir, d'importants groupes miniers (Elenilto, Wengfu) envisagent de développer leurs activités au Togo, ce qui devrait aider à améliorer l'alimentation du pays en électricité, alors qu'actuellement seulement 46,9% de la population a accès à l'électricité (Banque mondiale)

Malgré les nombreux efforts menés par le gouvernement pour inverser la tendance, le taux de pauvreté reste élevé. Selon le PNUD, plus de 55% de la population vit dans la pauvreté. En 2018, le Togo se classait au 165ème rang mondial en matière d'IDH et au 32ème rang en Afrique. Selon l'OIT, le taux de chômage dans le pays était d'environ 1,8% en 2018. En ce qui concerne la situation politique, l'armée togolaise a nommé Faure Gnassingbé à la présidence en 2005 à la suite du décès de son père, qui dirigeait le pays depuis près de 40 ans. Sous la pression de la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest et de l'Union Africaine, il a démissionné deux mois plus tard mais a finalement gagné l'élection présidentielle d'avril 2005. Depuis, Faure Gnassingbé demeure au pouvoir. Un référendum devait avoir lieu en 2018 pour voter un amendement limitant la présidence à deux mandats, mais celui-ci a été reporté à une date indéterminée. L'amendement a suscité la colère de l'opposition car la limite n'est pas rétroactive et ne s'appliquerait donc pas à la présidence de Gnassingbé.

Indicateurs de croissance	2017	2018	2019 (e)	2020 (e)	2021 (e)
PIB (milliards USD)	4,80	5,36e	5,50	6,00	6,56
PIB (croissance annuelle en %, prix constant)	4,4	4,9	5,1	5,3	5,4
PIB par habitant (USD)	616e	670	671	714	762
Endettement de l'Etat (en % du PIB)	76,0	76,2	72,6	68,7	64,5
Taux d'inflation (%)	-0,2	0,9	1,4	2,0	2,0
Balance des transactions courantes (milliards USD)	-0,10	-0,26	-0,35	-0,33	-0,32
Balance des transactions courantes (en % du PIB)	-2,0	-4,9	-6,3	-5,5	-4,9

Source : FMI - World Economic Outlook Database - Dernières données disponibles.

Note : (e) Donnée estimée

**\* Indicateurs Démographiques :**

Espérance de vie à la naissance : 66 ans (PNUD, 2018).

Taux d'alphabétisation : 66.5% (PNUD, 2015).

Indice de développement humain : 165e au monde sur 189 pays. (PNUD, 2018)

**4-Situation Politique du Pays :**

Pour la première fois depuis 32 ans, le Togo a organisé des élections locales en juin 2019 pour élire les conseillers municipaux. Le parti au pouvoir, l'Union pour la république (UNIR), a remporté la majorité des sièges (878 sièges sur 1490 sièges). L'Alliance nationale pour le changement vient en deuxième position (avec 132 sièges), suivi de la coalition de l'opposition C14 (avec 131 sièges).

Les élections législatives de décembre 2018 ont conduit à la mise en place d'un nouveau Parlement, largement dominé par l'UNIR (59 sièges sur 91). En dehors de l'Union des forces du changement (7sièges), quatre autres partis de l'opposition modérée – Nouvel engagement togolais (3sièges) ; Mouvement patriotique pour la démocratie et le développement (2sièges) ; Parti démocratique panafricain (1siège) ; et Mouvement des républicains centristes (1siège) et 18 indépendants ont fait leur entrée au Parlement.

Dans sa composition actuelle, le Parlement est jugé largement favorable au gouvernement formé en janvier 2019 et comptant 26 membres (14 membres de l'ancien gouvernement ont été reconduits à leurs postes, y compris le Premier ministre Selom Komi Klassou).

Les prochaines élections présidentielles se tiendront au printemps 2020.

**5-Risque Pays :**

Le PND dynamisera la croissance par le biais des investissements

Le lancement du Plan national de développement 2018-2022 (PND), ayant pour objectif premier la transformation du pays en pôle logistique, financier et touristique régional, fera du secteur tertiaire le principal contributeur à la croissance en 2019, notamment à travers le développement de la logistique et des transports via l'amélioration du port de Lomé, et du transport aérien.

Visé par le deuxième axe du PND (avec les créations d'agropôles, des technopoles agro-alimentaires), le secteur agricole devrait aussi profiter des retombées du Programme national d'investissement agricole et de sécurité alimentaire (PNIASA), réalisé entre 2012 et 2015,

avec une hausse des rendements, notamment dans la production de coton et de cacao. Ces gains de productivité, ainsi que le développement des activités extractives, aussi concernées par le deuxième axe du PND, contribueront à la croissance du secteur primaire (30 % du PIB) et donc de l'économie en général.

Le volet social du PND (3e axe) sera soutenu dès 2019 par la dépense publique, 45 % du budget étant destiné à la lutte contre la pauvreté et à l'inclusion avec, à terme, un objectif de création de 500 000 emplois. Ces mesures, ajoutées à la hausse des rendements agricoles, dont le secteur concentre 60 % des emplois, et à la faible inflation, devraient permettre une croissance dynamique de la consommation privée (près de 80 % du PIB). La consommation publique (14 % du PIB), bien qu'importante, devrait subir une correction après une année 2018 faste, en raison de la tenue des élections législatives, et devrait légèrement décroître. La contribution de l'investissement total à la croissance devrait être conséquente en 2019, en raison desancements des projets liés au PND, dont deux tiers seront privés et un tiers public. Les efforts consentis dans les secteurs agricoles et extractifs, ainsi que la reprise prévue chez certains partenaires commerciaux, notamment le Nigeria, devraient permettre à la croissance des exportations d'outrepasser celle des importations, qui demeurera plus contenue, engendrant une contribution nette positive de la balance commerciale à la croissance.

### Consolidation des comptes public et courant

Sur les recommandations du FMI, qui a octroyé au pays une facilité élargie de crédit de 241,5 millions USD en 2017, le gouvernement intensifiera ses efforts budgétaires en 2019. Largement dégradé, en 2018, par la tenue des élections législatives, et les dépenses qui y sont indirectement reliées, le déficit public devrait se réduire drastiquement en 2019. D'après le projet de loi de finances 2019, les recettes fiscales augmenteraient de 8,6 %, grâce à au renforcement des contrôles douaniers et à la lutte contre l'évasion fiscale, et les non fiscales baisseraient de 5,2 %, tandis que les dépenses devraient elles aussi décroître. Le déficit budgétaire de 13 milliards XOF devrait être financé par des ressources de trésorerie que le gouvernement définit comme des cessions d'actifs et des dépôts sur des comptes des correspondants. La dette, continuant sa trajectoire descendante, pourrait rentrer dans les critères de convergence de l'UEMOA (70 % du PIB) en 2019.

La réduction du déficit commercial structurel (environ 20 % du PIB), grâce à la croissance plus rapide des exportations (grâce aux secteurs extractif et agricole) que des importations, devrait permettre une réduction du déficit courant. Les surplus des services, des revenus et, surtout, des transferts (6,7 % du PIB) grâce aux versements des expatriés, n'en compensant

qu'une partie. Les investissements étrangers (plus de 3 % du PIB, en net), liés au lancement du PND, devraient être la principale contrepartie de ce déficit courant.

### Instabilité sociopolitique mais continuité du pouvoir

Les résultats des élections législatives de décembre 2018 ont été mitigés pour Faure Gnassingbé, au pouvoir depuis 2005 après avoir succédé à son père Eyadéma Gnassingbé (président de 1967 à 2005). Malgré l'absence de l'opposition, qui a refusé de participer au scrutin, son parti a perdu 3sièges, ce qui pourrait compliquer le changement de constitution, voulu par le Président. Les élections ont vu renaître la gronde sociale, qui s'était formée à l'été 2017 et avait été violemment réprimée. Les efforts entrepris par le gouvernement pour alléger la dette, assainir les comptes publics et développer l'attractivité du pays, malgré des résultats visibles (top 10 des pays les plus réformateurs pour le climat des affaires et un environnement plus favorable que la moyenne de la région d'après le Doing Business 2019) semblent être encore insuffisants, le pays étant seulement 137e mondial d'après ce même classement et sa gouvernance n'étant que médiocrement classée d'après la Banque Mondiale. Engagé dans les différentes missions de la paix de l'ONU et de l'UA, le Togo tient également à jouer un rôle pour améliorer la sécurité sur le continent.

## 6-Les Principaux Secteurs Economiques :

Répartition de l'activité économique par secteur	Agriculture	Industrie	Services
<b>Emploi par secteur (en % de l'emploi total)</b>	34,1	19,7	46,2
<b>Valeur ajoutée (en % du PIB)</b>	23,4	15,5	29,8
<b>Valeur ajoutée (croissance annuelle en %)</b>	3,4	1,7	3,3

Source : Banque Mondiale - Dernières données disponibles.

Le Togo dispose d'un potentiel important en matière d'agriculture, qui représente 28% du PIB du pays et emploie 62,5% de la population active (ILOSTAT), mais le secteur reste sous-exploité. Le pays possède également des gisements de clinker, qui alimentent une industrie du ciment dynamique. Le port de Lomé est un atout majeur: il s'agit de l'un des plus grands ports de la région et le transport de marchandises vers les pays voisins a conduit à la création d'une industrie de services. Le secteur industriel, longtemps resté sous-développé, est en cours de privatisation. À l'avenir, d'importants groupes miniers (Elenilto, Wengfu) envisagent de

développer leurs activités au Togo, ce qui devrait aider à améliorer l'alimentation du pays en électricité, alors qu'actuellement seulement 46,9% de la population a accès à l'électricité (Banque mondiale).

Malgré les nombreux efforts menés par le gouvernement pour inverser la tendance, le taux de pauvreté reste élevé. Selon le PNUD, plus de 55% de la population vit dans la pauvreté. En 2018, le Togo se classait au 165ème rang mondial en matière d'IDH et au 32ème rang en Afrique. Selon l'OIT, le taux de chômage dans le pays était d'environ 1,8% en 2018.

## \*L'économie en bref

### POINTS FORTS :

- Ressources minières (phosphate, calcaire et argile transformés en clinker) et agricoles (café, cacao, coton)
- Doté du seul port en eau profonde d'Afrique de l'Ouest (port de Lomé), potentiel pour devenir un hub régional
- Investissements public et privé dans les infrastructures
- Réformes structurelles en cours (finances publiques, système bancaire, secteurs des phosphates et du coton)
- Membre de l'UEMOA et de la CEDEAO

### POINTS FAIBLES :

- Fortes tensions sociopolitiques
- Environnement des affaires déficient
- Forts taux de pauvreté et de chômage
- Infrastructures d'éducation et de santé publique insuffisantes